



**Arrêté n° 70-2025-02-05-00001
portant retrait de l'arrêté n° 70-2025-01-10-00011 autorisant les lieutenants de louveterie à
détruire par tir et piégeage, les ragondins et les rats musqués à proximité des cours d'eau
et lagunage sur le territoire des communes de leur circonscription respective**

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.123-19-1 et suivants ;

VU le Code rural et de la pêche maritime ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes et fixant, en application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement, la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

VU le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du préfet de la Haute-Saône, M. Romain Royet ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70-2023-10-16-00028 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Didier Chapuis, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

VU l'arrêté DDT/2024 n° 70-2024-10-21-00013 du 21 octobre 2024 portant subdélégation de signature de M. Didier Chapuis, directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, à ses collaborateurs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70-2024-12-31-00003 du 31 décembre 2024 portant organisation des circonscriptions des lieutenants de louveterie et nomination de ceux-ci pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2029 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70-2025-01-10-00011 publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône le 11 janvier 2025, autorisant les lieutenants de louveterie à détruire par tir et piégeage, les ragondins et les rats musqués à proximité des cours d'eau et lagunage sur le territoire des communes de leur circonscription respective ;

CONSIDÉRANT l'absence de consultation publique préalable de l'arrêté préfectoral n° 70-2025-01-10-00011 autorisant les lieutenants de louveterie à détruire par tir et piégeage, les ragondins et les rats musqués à proximité des cours d'eau et lagunage sur le territoire des communes de leur circonscription respective, en contravention avec les obligations de participation du public aux décisions ayant un impact sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette absence de consultation constitue un vice de procédure rendant l'arrêté sus-visé illégal ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de procéder à son retrait ;

SUR la proposition du directeur départemental des territoires de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n° 70-2025-01-10-00011 autorisant les lieutenants de louveterie à détruire par tir et piégeage, les ragondins et les rats musqués à proximité des cours d'eau et lagunage sur le territoire des communes de leur circonscription respective est **retiré**.

Article 2 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, les maires des communes du département de la Haute-Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône et notifié à :

- MM. Les lieutenants de louveterie,
- M. le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône,

par la direction départementale des territoires de la Haute-Saône.

Article 3 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Vesoul, le **05 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur départemental des territoires

Pour le directeur départemental des territoires
La directrice adjointe


Séverine ARTERO